

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEM-SOURCES de SOULTZMATT - NESSEL

5 Avenue Nessel
BP 7
68570 Soultzmatt

Références : 0006702062_24_06_11_SEM-SOURCES de SOULTZMATT_VIIC PPC
Code AIOT : 0006702062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement SEM-SOURCES de SOULTZMATT - NESSEL implanté 5 Avenue Nessel BP 7 68570 Soultzmatt. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEM-SOURCES de SOULTZMATT - NESSEL
- 5 Avenue Nessel BP 7 68570 Soultzmatt
- Code AIOT : 0006702062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est une installation de mise en bouteille d'eau potable.

Thèmes de l'inspection :

- Rejet eau
- Référentiels :

- Arrêté préfectoral n° 2003-86-01 du 27 mars 2003 portant autorisation d'exploiter au titre du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement pour une activité d'embouteillage d'eaux de source, eaux minérales et autres boissons par la Société d'Economie Mixte des Sources de SOULTZMATT
- Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Condition de rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-1	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois
5	Valeurs Limite d'émission rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Valeurs Limite d'émission rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès point de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-4	Sans objet
2	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
4	Fréquence de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence deux non-conformités relatives au dépassement des valeurs limites d'émission sur certains paramètres des rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-4
Thème(s) : Risques accidentels, point d'accès verrouillé des rejets
Prescription contrôlée : [...] L'industriel mettra en place en limite de site sur l'ouvrage de rejet vers la station d'épuration collective un accès verrouillable permettant de réaliser des contrôles des effluents.
Constats : L'ouvrage permettant de réaliser les contrôles des effluents liquides est situé en limite de site. Le point de prélèvement est couvert par une plaque métallique bloquée par un poteau cadenassé qui empêche le déplacement de la plaque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transmission des résultats d'analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Gidaf
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. [...]
Constats : Les analyses des rejets d'eaux superficielles sont réalisées (en 2023) mais leurs résultats ne sont pas déposés sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, dénommé Gidaf. L'exploitant justifie ce manquement par des difficultés récurrentes à valider les données sur la plateforme Gidaf au motif que les documents seraient incomplets. Après échanges avec l'exploitant au cours de l'inspection, les suivis ont été déclarés sur la plateforme Gidaf pour l'année 2023 postérieurement à la visite. L'exploitant a remédié à la non conformité. Il est à noter qu'une modification du cadre GIDAF (données à saisir par l'exploitant) est à réaliser par le service d'Inspection afin d'éviter les dysfonctionnements évoqués par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Condition de rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-1
Thème(s) : Risques chroniques, conditions de rejet
Prescription contrôlée : Les rejets dans la station d'épuration collective urbaine doivent satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la Communauté de communes de la Vallée Noble (art 34 de l'Arrêté Ministériel du 02/02/98). [...]
Constats : La convention de rejet fournie par l'exploitant au service d'inspection est un projet non signé avec des paramètres manuscrits identiques à ceux de l'arrêté préfectoral. Pour autant, l'exploitant affirme que l'installation est raccordée au réseau d'assainissement public et que les tarifs sont appliqués. L'exploitant a indiqué avoir contacté à plusieurs reprises, mais sans succès, la Communauté de communes de la Vallée Noble afin d'établir une convention de rejet valide.
Demande à formuler à l'exploitant : Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie au service d'inspection, dans un délai d'un mois, de ses démarches auprès de la Communauté de communes de la Vallée Noble (copie des lettres, ...) pour celles déjà engagées et celles qui seront engagées en complément. L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires et suffisantes afin qu'une autorisation de rejet soit finalisée dans les meilleurs délais. A défaut de la communication des justificatifs susmentionnés, une mise en demeure sera proposée au préfet.
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suite : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 1 mois

N° 4 : Fréquence de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2023, article 9-4

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement
N° 1 (vers le collecteur de la Communauté de Communes de la Vallée Noble)	pH Débit MEST DCO Azote global (exprimé en N) Phosphore total (exprimé en P)	semestrielle	Sortie établissement
N° 2 (vers l'Ohmbach)	MES Hydrocarbures totaux	annuelle	Sortie établissement

[...]

Constats :

Le service d'inspection a examiné les rapports de la surveillance semestrielle des eaux de rejet suivants, réalisés par la société IRH ingénieur conseil, correspondant au point n°1 de la prescription susvisée :

- rapport référencé ALSP230050-2023-093-R0 du 8 mars 2023, prélèvements des 13 et 14 février 2023,

- rapport référencé ALSP230050-2023-641-R0 du 24 octobre 2023, prélèvements effectués les 14 et 15 septembre 2023,

ainsi que le rapport, établi par la même société, de la surveillance annuelle des eaux pluviales (correspondant au point n°2 de la prescription susvisée), référencé ALSP230050-2023-533-R0, du 15 septembre 2023 (prélèvement du 2 août 2023).

Ces rapports sont disponibles sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, dénommé Gidaf.

La fréquence ainsi que la liste des paramètres de surveillance analysée sont conformes à l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs Limite d'émission rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs Limite d'émission rejet des eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C

- débit maximal 34 000 m³/an

- pH entre 5,5 et 8,5

[...]

Paramètre	Concentration moyenne sur 2 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MEST	600	80
DBO5	800	107
DCO	2 000	268
Azote global (exprimé en N)	150	20
Phosphore total (exprimé en P)	50	6,5

Constats :

D'après le rapport du contrôle du 1^{er} semestre, daté du 8 mars 2023, cité au constat précédent, des rejets d'eaux industrielles, les Valeurs Limite d'émission sont dépassées sur plusieurs paramètres (T° maximale sur 24h : 38,3 °C, pH maximal sur 24h : > 10, ainsi que le flux en DCO (356 kg/j) et en DBO5 (174 kg/j)).

Ce rapport mentionne également un volume d'eau journalier de 280,3 m³, soit un volume annuel calculé par l'inspection de 102 309,5 m³ pour 34 000 m³ autorisé.

L'exploitant a indiqué avoir pris plusieurs mesures afin de se mettre en conformité et notamment le remplacement de la laveuse de bouteille verre et le remplacement des deux soutireuses.

Dans le rapport du contrôle du second semestre, daté du 24 octobre 2023, cité au constat précédent, seuls les paramètres T° et pH restent non conformes (température > 35,7 degrés Celsius au maximum et pH compris entre 5,3 et 10).

Ce rapport mentionne également un volume d'eau journalier de 245,57 m³, soit un volume annuel calculé par l'inspection de 89 633,05 m³ pour 34 000 m³ autorisé.

L'exploitant a indiqué qu'un projet de création d'une mini STEP est à l'étude afin de respecter ces prescriptions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Valeurs Limite d'émission rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 9-3-2

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs Limite d'émission rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

[...]

Le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie et parking est aménagé [...] permettant de respecter les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

MES : ≤ 30 mg/l

Hydrocarbures totaux : ≤ 5 mg/l

[...]

Constats :

Le rapport, établi par la société IRH ingénieur conseil, de la surveillance annuelle des eaux pluviales, référencé ALSP230050-2023-533-R0, du 15 septembre 2023 (prélèvement du 2 août 2023), mentionne une valeur en MES de 120 mg/l pour le point de rejet n°1 (situé devant l'accueil),

<p>donc supérieure à la valeur limite autorisée de 30 mg/l.</p> <p>Les valeurs en hydrocarbures mentionnées dans ce rapport sont inférieures à la valeur limite autorisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions
Proposition de délais : 6 mois

2-5) Point hors contrôle

Dans l'analyse et la recherche de solution pour respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux l'exploitant se référera également aux arrêtés ministériels applicables à ses installations (notamment pour la rubrique 2220, Arrêté ministériel du 14/12/13).